



Diffusion de l'appel à manifester de la Confédération Paysanne

par les Groupes d'Actions de la France Insoumise :

FI – Pays de Vitré (Vitré, Châteaubourg, Châteaugiron, Janzé), Bruz Insoumis,
Insoumis des Champs, FI Noyal–Châtillon-sur-Seiche,
FI Pays de Guichen et de Bain de Bretagne,
et le Parti de Gauche d'Ille-et-Vilaine

Lactalis et l'échelon politique local

La Confédération Paysanne appelle à manifester devant le tribunal de commerce de Laval pour contraindre Lactalis à publier ses comptes. En effet, le groupe Lactalis ne respecte pas la loi en refusant de publier ceux-ci et maintient l'opacité sur la distribution des revenus de la filière laitière. Le tribunal de commerce ne peut être complice de telles pratiques et doit contraindre le groupe à cette publication.

La manifestation est prévue devant le :

Tribunal de Grande Instance de Laval
Jeudi 22 février 2018
13h

Les groupes d'action locaux de la France Insoumise relaient l'appel de la Confédération Paysanne et apportent donc leur soutien à cette manifestation.

Nous ne nous livrerons pas ici à un énième papier relatif à Lactalis. Une somme d'articles et de reportages a déjà mis en lumière les pratiques du groupe.

- L'émission Cash Investigation a montré le rapport de Lactalis aux paysans. Ajoutons (1) qu'un tiers des agriculteurs gagne aujourd'hui moins de 350 euros par mois pour un temps de travail moyen de 54,7 h et (2) que les agriculteurs sont aujourd'hui la catégorie professionnelle la plus exposée au burn-out et au suicide.
- L'Express s'est attardé sur les pratiques d'optimisation fiscale du groupe.
- La CGT s'est penchée sur les rapports de la société aux salariés et les pratiques de contrôle des produits.

À l'échelon national, La France Insoumise s'est aussi prononcée sur le cas Lactalis, en rappelant les responsabilités politiques de ceux qui jouent aujourd'hui les justiciers :

« Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire est aussi responsable ! Avant ses coups de menton d'aujourd'hui, il a supprimé 603 emplois dans les services de l'État chargés de la « sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation » quand il était ministre de l'Agriculture de Sarkozy, soit 90 % des suppressions de postes dans ce domaine entre 2005 et 2016 ! »

Nous voulons tirer ici un enseignement local des affaires Lactalis. En nous appuyant sur 3 faits, nous souhaitons remettre en question les rapports des responsables politiques locaux au groupe laitier

(1) Lors de la pollution de la Seiche par le groupe l'été dernier, les associations engagées Eaux et rivières de Bretagne, Vitré Tuvalu et la fédération de pêche déploraient le [manque de soutien des élus dans cette lutte](#). La France Insoumise – Pays de Vitré salue à ce sujet le travail des associations dans leurs plaintes contre Lactalis.

(2) La ville de Vitré souhaite aujourd'hui engager des travaux importants et onéreux pour couper les virages de la route reliant l'usine vitréenne du groupe à la route d'Argentré et ainsi à la voie express. La SAFER aurait d'ores et déjà effectué des échanges de terre.

(3) La communauté de communes de la Roche aux Fées et celle de Vitré ont [accordé un prêt](#) à la multinationale pour la modernisation de ses usines de Retiers et Vitré en 2009. La communauté de communes de Vitré accueille dans un atelier relais Lactalis Nutrition (Journal Vitré Communauté, Avril 2017).

Nous formulons dès lors le constat local suivant : le consentement d'une majorité d'élus aux modes de fonctionnement d'une multinationale comme Lactalis amène à la poursuite d'une politique de l'offre aujourd'hui obsolète.

En effet, les élus justifient les efforts budgétaires de leurs collectivités ou leur complaisance écologique à l'égard du groupe par la volonté de maintenir l'emploi.

Pourtant, il devient urgent de se demander si Lactalis ne détruit pas aujourd'hui des emplois sur le territoire. En aidant à l'installation de jeunes agriculteurs dans des fermes automatisées et en contractualisant avec ceux-ci des droits à produire toujours plus importants, en menaçant [les petites exploitations isolées de ne plus venir ramasser leur lait](#), en construisant des lignes de montage et des entrepôts automatisés (310 L de lait à la minute pour une « remplisseuse » de bouteilles de lait à Vitré nécessitant un pilote et 1 à 2 travailleurs en sortie, un entrepôt de stockage automatisé), Lactalis démontre lui-même que la fabrication de lait de qualité industrielle ne nécessite que très peu d'emplois. Si au lieu de subventionner le géant industriel, le Pays de la Roche aux Fées subventionnait une agriculture responsable, en aidant à la conversion bio, elle assurerait un tout autre dynamisme sur son territoire.

Enfin, l'élevage est aujourd'hui la [première source d'émissions de gaz à effet de serre](#) pour le Pays de Vitré. Une autre agriculture doit voir le jour et ce n'est pas en affirmant leur docilité face aux géants de l'agro-alimentaire que les pouvoirs publics permettront son émergence.

Nous réaffirmons ici notre soutien aux syndicats et associations dans leurs combats, notre participation à la manifestation à l'appel de la Confédération Paysanne et plus globalement, nous revendiquons de porter un tout autre message dans la relation des politiques locaux à la société Lactalis. Un autre monde est à inventer. C'est de cela qu'il est question.

Les Groupe d'Action de la France Insoumise – Pays de Vitré
(Vitré, Châteaubourg, Châteaugiron, Janzé),
Le Groupe d'Action de la France Insoumise – Noyal-Châtillon-sur-Seiche,
Le Groupe d'Action Bruz Insoumis,
Le Groupe d'Action Insoumis des Champs,
Les Groupes d'Action des Pays de Guichen et de Bain de Bretagne,
La section Ille-et-Vilaine du Parti de Gauche